

Manifeste contre le gazoduc transfrontalier

Aude et Pyrénées Orientales-Décembre 2017/Janvier 2018

Le projet MidCat ressurgit sous un autre nom STEP (South Transit East Pyrénées), un autre format, et dans une concertation préalable précipitée portée par la société TIGF (Transports et Infrastructures Gaz France) pour en faciliter l'implantation, mais avec les mêmes objectifs. Un gazoduc d'interconnexion qui irait de la frontière espagnole jusqu'à Barbaira près de Carcassonne, en traversant le Roussillon et l'Aude. Une infrastructure au coût annoncé, de l'ordre de 290M€. Ce gazoduc est inscrit dans les projets d'intérêt commun (PIC) européens et de ce fait est éligible à d'importants financements publics européens.

L'objectif du projet d'interconnexion gazière promue par l'État espagnol est d'accroître fortement la capacité d'exportation de gaz "naturel" de la péninsule ibérique vers l'Europe pour trouver des débouchés au gaz importé via ses terminaux méthaniers gaz, pourrait inclure du gaz de schiste provenant du nord du Sahara, dont l'exploitation par la fracturation hydraulique est interdite en France

Ce projet démesuré a démarré en Catalogne par un premier tronçon (Martorell-Hostalric) en 2011-2012. MidCat a été arrêté en 2014, la France ne cautionnant pas son utilité.

Le PNUE (Programme des Nations Unies pour l'environnement) a publié une étude alarmiste en novembre 2017, soulignant qu'après deux ans de stabilité les émissions de gaz à effet de serre repartaient à la hausse.

Alors que l'inutilité de ce projet pour la sécurité d'approvisionnement de la France est reconnue par de nombreux acteurs et que l'analyse coût-bénéfice le remet en question, il est inacceptable que de l'argent public le finance. De plus, le STEP, première pierre du projet plus large Midcat, n'est qu'un projet d'infrastructure gazière parmi d'autres qui fleurissent en Europe, au péril d'un avenir libéré des énergies fossiles.

L'enjeu prioritaire aujourd'hui porte sur les mesures à prendre pour lutter contre le changement climatique. En 2016, l'augmentation de la température globale a atteint +1,1°C par rapport à l'ère préindustrielle et nous observons déjà les conséquences sévères du dérèglement climatique.

Les signataires du manifeste contre le gazoduc transfrontalier s'insurgent contre ce projet et veulent que la lutte contre le changement climatique, qui constitue l'enjeu majeur pour la planète, soit la priorité d'action des politiques publiques.

C'est pourquoi nous demandons :

- **de stopper l'avancement du projet STEP**
- un débat public sur l'opportunité de ce projet, s'appuyant sur une expertise indépendante,
- la publication officielle de l'étude Poyri, commanditée par la Commission européenne, livrant une analyse coût-bénéfice du projet indépendante.
- l'étude de solutions alternatives pour faire baisser les consommations d'énergie et développer les énergies renouvelables sur le territoire
- l'arrêt des financements publics aux énergies fossiles,
- l'arrêt de toute nouvelle construction d'infrastructure pour les énergies fossiles
- des productions d'énergies renouvelables au plus près des consommations dans chaque territoire,
- que notre territoire ne soit pas un lieu de transit pour les énergies fossiles,
- que les investissements européens soient alloués à l'éradication des passoires énergétiques dans l'habitat et au développement des énergies renouvelables.

Les signataires du manifeste réfutent les arguments de la société TIGF porteuse du projet STEP : prix plus compétitifs, sécurisation des approvisionnements en gaz en Europe

- **La nécessité d'une sécurisation des approvisionnements n'est pas démontrée** : la commission de régulation de l'énergie (CRE) souligne la surcapacité existante sur le marché du gaz.

- **La baisse du prix du gaz pour le consommateur est une illusion**

Des prix compétitifs qui signifieraient selon la loi du marché baisse des prix pour le consommateur est encore une illusion énoncée par le porteur du projet. En effet, la taxe carbone a pour objectif annoncé, de donner un « signal prix » aux énergies fossiles pour en baisser la consommation. De plus, la construction d'une nouvelle infrastructure gazière d'interconnexion non rentable serait plutôt susceptible de faire monter le prix du gaz sur le marché.

et alertent sur les conséquences préjudiciables d'un tel projet pour le territoire:

- **impact fort pour l'environnement** :

sur un couloir de passage de 30 m de large et 120 km de long (côté français), une canalisation enterrée fracturera les terres agricoles, les zones naturelles, dont la forêt de chênes liège des Albères ce qui laissera une cicatrice indélébile dans les paysages.

- **entrave à l'écoulement des eaux des nappes superficielles**, dans des territoires déjà fragilisés par la sécheresse.

- **atteinte grave à l'économie locale** : agriculture et tourisme.

Pour éviter l'emballlement du dérèglement climatique, il faut sortir le plus vite possible des énergies fossiles, alors que le projet STEP et toutes les nouvelles infrastructures gazières qui fleurissent en Europe nous enfermeraient dans un avenir fossile pour des décennies.

Pas un euro de plus pour le gaz fossile ni ses infrastructures !

Le Collectif contre le gazoduc transfrontalier